

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

Mulhouse, le 2 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 2 novembre 2022

Contexte et constats

Publié sur



COVED

rue des genêts
68700 ASPACH MICHELBACH
68190 UNGERSHEIM

Références : 2240_2022_11_02_COVED_Aspach_insp_TTR
Code AIOT : 0006702240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 novembre 2022 dans l'établissement COVED implanté rue des genêts 68700 ASPACH MICHELBACH. L'inspection a été annoncée le 07/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu dans le cadre de l'action régionale : fiabilité et performance des centres de tri.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED
- rue des genêts 68700 ASPACH MICHELBACH
- Code AIOT : 0006702240
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le centre collecte des ordures ménagères issues de la collecte sélective. Elles sont triées par l'exploitant pour le compte du Syndicat Mixte pour le Traitement des Déchets Ménagers du Secteur IV. Les matériaux triés sont ensuite valorisés dans les filières définies par le syndicat de collecte.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- défense incendie
- registre des déchets
- performance de tri des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 1 | Typologie déchets | Arrêté Préfectoral du 06 juin 2014, article 5 | Sans objet |
| 2 | Traçabilité des déchets | Arrêté Ministériel du 31 mai 2021, article 1 | Sans objet |
| 3 | Procédure d'admission | Arrêté Ministériel du 06 juin 2018, article 13-III a et b | Sans objet |
| 4 | Entreposage des déchets | Arrêté Ministériel du 06 juin 2018, article 13-IV alinéa 1 | Sans objet |
| 5 | Gestion des anomalies à l'admission | Arrêté Ministériel du 06 juin 2018, article 13-III c et d | Sans objet |
| 6 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 06 juin 2018, article 9 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------|--|-------------------|
| 7 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 06 juin 2018, article 10 | Sans objet |
| 8 | Isolement du réseau de collecte | Arrêté Ministériel du 06 juin 2018, article 11 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les numéros de SIRET n'apparaissent pas sur le registre des déchets. Ils manquent sur tous les sites du groupe PAPREC Alsace Lorraine. Une action est engagée par l'exploitant pour régler ce problème en 2023.

Les autres constats n'appellent pas de remarque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 5 |
| Thème(s) : Autre, Typologie déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La nomenclature des installations classées applicable au site est remplacée par : - rubrique 2716: Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 - rubrique 2714: Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 |
| Constats : Les intrants sont issus de la collecte sélectives des ordures ménagères. Ils sont composés de papier, carton, plastique et métal. Le flux entrant n'est pas séparé par catégorie de déchets (cartons, papier, plastique, métal). La masse des intrants est de 36 907 tonnes pour 2021. Les produits sortants valorisables représentent 35 051 tonnes, soit un taux de 95 %. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Traçabilité des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 |
| Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.[...] |
| Constats : L'exploitant tient à jour un registre d'entrée et de sortie des déchets reprenant les informations réglementaires mentionnés dans la prescription sauf le numéro de SIRET. L'exploitant a démontré que le personnel du site a accès à cette donnée. Les déchets admis sont compatibles avec les activités relevant des rubriques 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées en vigueur sur le site. Le registre des déchets est à la disposition des services de l'inspection. |
| Observation : Le logiciel développé par le groupe sera modifié pour intégrer le numéro SIRET automatiquement sur les registres en 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Procédure d'admission

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b |
| Thème(s) : Autre, Contrôles à l'admission |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. [...]. <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> |
| <p>Constats : Les déchets sont issus du tri sélectifs de la collecte des ordures ménagères. Ils font l'objet d'un contrat entre l'exploitant et le syndicat mixte en charge de la collecte de ces dernières. Avant de pénétrer sur le site les camions sont pesés et passés au détecteur de radioactivité présents sur le site de compostage d'Aspach.</p> <p>Les déchets sont déchargés à l'intérieur du bâtiment de l'exploitant sur une dalle étanche à l'abri des intempéries. Un contrôle visuel est effectué par les opérateurs de tri après déchargement.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Entreposage des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1 |
| Thème(s) : Autre, Identification des différents Entreposages |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Entreposage des déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> |
| <p>Constats : Les déchets sont déposés sur une dalle après leur déchargement pour un contrôle visuel. Ils sont ensuite dirigés vers une machine qui ouvre les sacs. Les déchets sont convoyés par tapis sur les différentes zones de tri qui sont mécaniques, optiques ou manuelles.</p> <p>Les déchets triés par catégories sont stockés dans des emplacements séparés et identifiés. Ils sont ensuite mis en balle avant leur expédition dans des centres de valorisation définis par le propriétaire des déchets. Les déchets triés ne sont pas mélangés sur les différentes aires de stockage du site.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Gestion des anomalies à l'admission

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d |
| Thème(s) : Autre, Procédure de refus |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article. |
| Constats : Le contrôle effectué au déchargement permet de vérifier l'acceptabilité des déchets apportés sur le site. Les produits non-conformes sont écartés et regroupés par type pour être valorisés par la filière adéquate. Le tri est facturé aux clients. Les déchets dangereux font l'objet d'un retour au propriétaire. L'exploitant a mis en place une consigne pour gérer les anomalies. L'exploitant a établi un registre de suivi des refus. Ce dernier n'a pas été rempli sur les douze derniers mois, aucun refus ayant été constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> |
| <p>Constats : Le site est muni d'extincteurs, de robinets d'incendie armé et de poteau à incendie. Le poteau d'incendie est positionné dans le site. Le dernier contrôle qui date du 13 décembre 2021 présente un débit équivalent à 92 m³ par heure à une pression de 6,9 bar. Une non-conformité a été relevée lors de celui-ci (numérotation manquante du PI) corrigé depuis par l'exploitant. L'ancienne gravière située au sud-est du site peut servir de complément en cas d'incendie. Une voie carrossable permet l'accès aux engins de secours contre l'incendie. Le dispositif de pompage a été validé par le SIS du Haut Rhin.</p> <p>Les extincteurs et les robinets d'incendie armé ont été contrôlés le 13 décembre 2021. Les extincteurs présents sur la ligne de tri optique possèdent l'étiquette attestant de leur contrôle. Une ronde physique est effectuée par le personnel de l'exploitation muni d'une caméra thermique, deux heures après la dernière livraison de déchets. Cette ronde est consignée sur un registre papier.</p> <p>Le site est équipé de moyens de détection d'incendie par caméras reliées à une centrale de surveillance. Cette dernière en cas d'incident prévient le personnel de l'exploitation et si nécessaire les services de secours.</p> <p>Un plan du bâtiment et les consignes d'intervention sont présents pour les secours dans une boîte métallique accrochée à l'entrée du site.</p> <p>Le site n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique, celui-ci étant obligatoire seulement pour les sites enregistrés après le premier juillet 2018.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 |
| Thème(s) : Autre, Installations électriques et mise à la terre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur. |
| Constats : La visite de contrôle a été réalisée le 7 janvier 2022. Il n'a pas été relevé de non-conformité. Une thermographie a été faite le 26 janvier 2022 montrant une non-conformité sur une armoire électrique de commande (fil insuffisamment serré sur un bornier). Elle a entraîné une action corrective de l'exploitant le 8 avril 2022. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Isolement du réseau de collecte

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 |
| Thème(s) : Autre, Isolement du réseau de collecte |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être polluées lors d'un incendie ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie [...]. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. |
| Constats : Un tampon peint en rouge signale la présence de l'obturateur du réseau d'évacuation des eaux en cas d'incendie ou d'accident. Une pioche est à proximité dans une caisse pour permettre l'ouverture du tampon. Lors de la visite, à la demande de l'inspection, le tampon a été ouvert et le clapet obturateur manœuvré. L'opération s'est déroulée de manière satisfaisante. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |